

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité-Travail-Progrès

MINISTRE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU BUDGET

**RAPPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE
L'ETAT A FIN MARS 2021**

AVRIL 2021

INTRODUCTION	1
I. HYPOTHESES DE PROJECTION DU BUDGET 2021	1
II. PRESENTATION DU BUDGET 2021	2
III. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2021	3
A. REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	3
1. Ressources extérieures.....	3
1.1 Dons et legs.....	4
1.2 Emprunts.....	4
2. Ressources internes.....	4
2.1 Vente des produits et services	6
2.2 Recettes fiscales :	6
2.3 -Recettes non fiscales	7
2.4 - Recettes exceptionnelles	7
2.5 Produits financiers	8
B- EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	8
1. Amortissement et charges de la dette publique	10
2. Dépenses de personnel	10
3. Dépenses d'achats de biens et services.....	10
4. Subventions et transferts courants	10
5. Dépenses d'investissements de l'Etat	10
5.1 Investissements sur ressources propres de l'Etat.....	11
5.2 Investissements sur financements extérieurs	11
CONCLUSION.....	11

Liste des tableaux

Tableau 1 Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2021 (en milliards de francs CFA).....	2
Tableau 2 : exécution des recettes du budget général de l'Etat par article(en milliards de FCFA).	3
Tableau 3 : Situation de réalisation des recettes internes par structure.....	4
Tableau 4 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.	5
Tableau 5 : exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA).....	9

Listes des graphiques

Graphique 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2021, par grandes natures de recettes	5
Graphique 2 : taux d'exécution du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2020 et 2021.....	8

INTRODUCTION

Le budget de l'Etat, exercice 2021 a été adopté par la Loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2021. Il a été mis en exécution depuis le 1^{er} janvier 2021.

Dans le cadre du suivi de l'exécution des lois de finances, le Ministère des Finances produit trimestriellement un rapport sur la situation d'exécution du budget de l'Etat.

Le présent rapport fait la synthèse de l'exécution provisoire du budget général de l'Etat au 31 mars 2021 tant en recettes qu'en dépenses. Il s'articule successivement autour de trois points suivants :

- ✓ principales hypothèses de projection du budget 2021 ;
- ✓ présentation du budget 2021 ;
- ✓ situation d'exécution du budget général de l'Etat pour le premier trimestre 2021.

I. HYPOTHESES DE PROJECTION DU BUDGET 2021

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions budgétaires 2021 sont les suivantes :

Au plan international :

- la reprise de la croissance économique mondiale à 5,2%, après la récession de 2020 (-4,4%) ;
- les prix mondiaux se rétabliront avec une inflation de 1,9% en moyenne annuelle ;
- le cours moyen du pétrole brut reprendront pour se situer à 46,7 USD par baril ;
- le cours moyen de l'uranium se situerait à 33,9 USD par livre ;
- le cours moyen de l'once d'or s'établirait à 1.850 USD ;
- le taux de change moyen USD/FCFA à 585,7 ;

Au plan régional :

- la reprise de la croissance économique à la faveur des plans de relance mis en œuvre par les Etats ;
- l'accélération de l'intégration économique avec la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) et de la monnaie unique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- l'amélioration de la situation sécuritaire grâce aux actions coordonnées des Etats à travers les différentes forces multinationales engagées dans la lutte contre le terrorisme.

Au niveau national :

- la maîtrise de la pandémie de la COVID-19 et la reprise des activités économiques ;
- une pluviométrie normale et bien répartie dans le temps et dans l'espace ;
- le raffermissement de la stabilité sociopolitique et sécuritaire ;
- la consolidation et la capitalisation des acquis du PDES ;
- la poursuite des projets phares du Gouvernement relatifs aux constructions d'infrastructures publiques ;
- la construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut ;
- la construction de la cimenterie de Dangoté ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative 3N et du MCC et les travaux du barrage de Kandadji dans le domaine agro-pastoral ;
- la mise en œuvre des réformes des finances publiques ;
- la mobilisation conséquente des ressources extérieures.

La quantification des hypothèses du scénario central se présente comme suit :

- un volume de pluviométrie d'au moins 500 mm ;
- un taux de croissance du cheptel maintenu à 4,4% en moyenne ;
- un taux de croissance de la branche « pêche forêt » fixé à 4,8% ;
- un taux de croissance des industries extractives à 2% en 2021 et 39% en moyenne ;
- un taux de croissance des activités de fabrication à 9,1% en 2021 et 8,6% en moyenne ;
- un taux de croissance de la production et distribution d'électricité, gaz et eau à

- 7,1% en 2021 et 6,6% en moyenne ;
- un taux de croissance de la branche construction à 31,6% en 2021 et 14,2% en moyenne ;
- un taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire marchand à 10,6% en 2021 et 6,4% en moyenne ;
- le maintien des taux apparents par type d'impôt au niveau de leurs moyennes historiques ;
- le maintien du niveau des dons à 540 milliards en 2021 et en moyen à 502 milliards par an ;
- un prix de l'or en dollars par once à 1.650 en 2021 et 1.950 en moyenne ;
- un prix de cession CNPC SORAZ à 45,8 dollars en 2021 et 48,4 dollars en moyenne ;
- une production du pétrole brut à 20.000 barils/jour en 2021, 50.000 en 2022 et 70.000 en 2023;
- une production de l'uranium qui se situerait à 2.046 tonnes en 2021, 1.720 en 2022 et 1.603 en 2023;
- une production d'or qui se situerait à 51.688 onces en moyenne.

Sur la base de ces hypothèses, le taux de croissance réel du PIB s'établirait à 6,9% en 2021, 12,8% en 2022 et 11,1% en 2023, soit une moyenne de 10,3% sur la période 2021-2023 contre 1,8% en 2020. Cette croissance reflèterait principalement l'orientation favorable de l'activité dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

L'inflation serait maintenue, en moyenne annuelle à 2,0%, en dessous de la limite maximale de 3,0% fixée par l'UEMOA.

II. PRESENTATION DU BUDGET 2021

La Loi n° 2020-76 du 31 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021, a arrêté le budget général de l'Etat, en recettes et en dépenses, à un montant de **2 644,53 milliards** de FCFA., e montant est réparti conformément au tableau qui suit par grandes masses:

Tableau 1 Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2021 (en milliards de francs CFA)

Article/catégorie	LIBELLE	Montants votés LFI (en milliards de FCFA)
1- RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT		
12	Dons et legs	608,96
14	Obligations du Trésor	298,64
15	Tirages sur emprunts projets	337,33
16	Emprunts programmes	94,49
70	Vente des produits et services	5,76
71	Recettes fiscales	1 251,10
72	Recettes non fiscales	20,77
75	Recettes exceptionnelles	27,30
77	Produits financiers	0,19
	TOTAL GENERAL	2 644,53
2 - DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT		
I	Dettes publiques	371,02
II	Dépenses de personnel	317,94
III	Achat de biens et services	150,44
IV	Subventions et autres transferts publics	324,88
V	Investissements exécutés par l'Etat	1 480,26

	TOTAL GENERAL	2 644,53
--	----------------------	-----------------

Source : DGB/DESB

III. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2021

A. REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du premier trimestre 2021, les recettes du budget général de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de **415,38 milliards** pour des prévisions annuelles de **2 644,53 milliards**, soit un taux de réalisation de **15,71%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de réalisation des recettes du budget général était de **336,42 milliards** de FCFA, soit une hausse de **78,97 milliards**, représentant **23,47%**. Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation desdites recettes, par grandes masses.

Tableau 2 : exécution des recettes du budget général de l'Etat par article(en milliards de FCFA).

Article	Nature de la recette	Prévisions LFI 2021	Réalisations 1er trimestre 2020	Réalisation 1er trimestre 2021	taux de réalisation 2021
1- Ressources extérieures					
12	Dons et legs	608,96	11,35	25,29	4,15%
	<i>dont: Aide projets</i>	<i>457,99</i>	<i>11,35</i>	<i>13,60</i>	<i>2,97%</i>
	<i>Aides budgétaires</i>	<i>150,96</i>	<i>0,00</i>	<i>11,68</i>	<i>7,74%</i>
14	Obligations du Trésor	298,64	38,50	88,00	29,47%
15	Tirages sur emprunts projets	337,33	16,02	17,59	5,21%
16	Emprunts programmes	94,49	11,00	0,00	0,00%
Total ressources extérieures		1 339,42	76,87	130,88	9,77%
2 - Ressources internes					
70	Vente des produits et services	5,76	1,14	1,70	29,49%
71	Recettes fiscales	1 251,10	254,68	278,43	22,25%
72	Recettes non fiscales	20,77	2,16	2,62	12,62%
75	Recettes exceptionnelles	27,30	1,53	1,48	5,42%
77	Produits financiers	0,19	0,05	0,28	152,00%
Total ressources internes		1 305,11	259,55	284,51	21,80%
TOTAL GENERAL		2 644,53	336,42	415,38	15,71%

Source : DGB/DESB

1. Ressources extérieures

Les ressources extérieures comprennent les dons et legs et les emprunts extérieurs. Au premier trimestre 2021, le montant total décaissé au titre de ces ressources s'établit à **130,88 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 339,42 milliards**, soit un taux de réalisation de **9,77%**, représentant **31,51%** des réalisations totales, estimées à **415,38 milliards** de FCFA.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de mobilisation des ressources extérieures a connu une hausse de **54,00 milliards**, soit **70,25%** liée essentiellement à la mobilisation des obligations du trésor de l'ordre de **88,00 milliards** de franc CFA.

1.1 Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets et des aides budgétaires. **Les aides projets** décaissées s'élèvent à **13,60 milliards** pour des prévisions annuelles de **457,99 milliards**, soit un taux de réalisation de **2,97 %**. Ce faible niveau est lié à l'indisponibilité de certaines données d'exécution, les opérations d'intégration sont en cours.

Au cours de ce trimestre, **les aides budgétaires** ont connu un début de réalisation de 11,68 milliards, soit un taux d'exécution de 7,74%.

1.2 Emprunts

Les emprunts comprennent les obligations du trésor, les tirages sur emprunts projets et les emprunts programmes.

Les obligations du trésor et les tirages sur emprunts projets, prévus annuellement pour des montants respectifs de **298,64** et **337,33 milliards**, sont respectivement réalisés à hauteur de **88,00 milliards** et **17,59 milliards** de FCFA, soit **29,47%** et **5,21%** au cours du premier trimestre 2021.

Les emprunts programmes n'ont pas connu de réalisation au cours de ce trimestre.

2. Ressources internes

Les recettes internes du budget de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des recettes exceptionnelles, des produits financiers et des ventes de produits et services.

Le tableau ci-dessous présente la situation de recouvrement de recettes internes par régies financières

Tableau 3 : Situation de réalisation des recettes internes par structure

Régie	ANNEE 2020			ANNEE 2021			
	Prévisions 1er trimestre	recouvrement au 31 Mars		Prévisions 1er trimestre	recouvrement au 31 Mars		
		Réalisation	taux		Réalisation	Taux	
DGD	94,71	104,04	109,85%	121,34	106,86	88,07%	
DGI	184,45	152,19	82,51%	188,11	174,12	92,56%	
DGTCP	4,47	3,32	74,24%	4,47	3,53	78,94%	
Total recettes internes	283,63	259,55	91,51%	313,92	284,51	90,63%	
dont exonérations:	DGI	10,02	8,28	82,67%	13,46	18,75	139,31%
	DGD	41,80	51,96	124,32%	52,91	45,90	86,75%

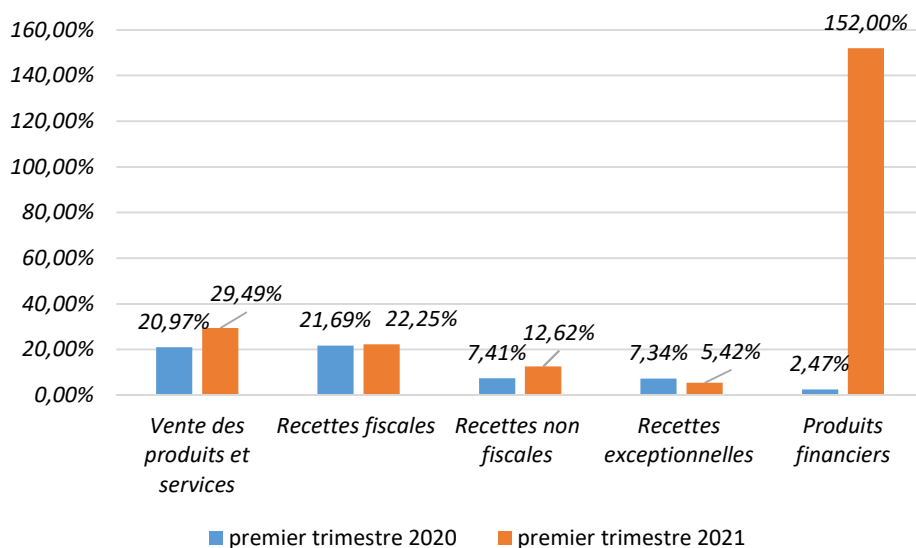
Source : DGB/DESB

Au cours du premier trimestre 2021, le montant total des recouvrements des recettes internes a atteint **284,51 milliards** sur des prévisions annuelles de **1 305,11 milliards**, soit un taux de réalisation de **21,80%**, représentant **68,49%** des recettes totales réalisées. Par rapport aux prévisions du premier trimestre ce taux est de 90,63%.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de réalisation des recettes internes a connu une hausse de **24,96 milliards**, soit **9,62%**.

Le graphique ci-dessous montre les taux de mobilisation des principales catégories de recettes internes.

Graphique 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2021, par grandes natures de recettes



Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau 4 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.

Parag.	Imputation	Prévisions LFI 2021	Réalisations 1er trimestre 2021	Taux de réalisation
Ressources Internes				
70-ventes de produits et services				
701	Ventes de produits	0,04	0,01	26,45%
702	Ventes de prestations de services	5,72	1,69	29,51%
	Total 70	5,76	1,70	29,49%
71 - Recettes fiscales				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	148,91	18,39	12,35%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	66,00	17,02	25,79%
713	Impôts sur le patrimoine	24,88	5,83	23,43%
714	Autres impôts directs	3,00	0,98	32,80%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	416,00	89,44	21,50%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	31,00	18,92	61,03%
717	Droits et taxes à l'importation	450,64	99,59	22,10%
718	Droits et taxes à l'exportation	52,25	11,60	22,20%
719	Autres recettes fiscales	58,42	16,66	28,51%
	Total 71	1251,10	278,43	22,25%
72 - Recettes non fiscales				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	10,64	1,74	16,31%
722	Droits et frais administratifs	5,95	0,28	4,69%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	3,88	0,53	13,67%

729	Autres recettes non fiscales	0,30	0,08	25,79%
	Total 72	20,77	2,62	12,62%
75 - Recettes exceptionnelles				
751	Remises et annulations de dette	0,00	0,00	0,00%
759	Autres recettes exceptionnelles	27,30	1,48	5,42%
	Total 75	27,30	1,48	5,42%
77-produits financiers				
772	Intérêts sur les dépôts à terme	0,19	0,28	152,00%
	Total 77	0,19	0,28	152,00%
	Total des ressources internes	1305,11	284,51	21,80%

Source : DGB/DESB

2.1 Vente des produits et services

Les ventes des produits et services comprennent les recettes portuaires, les régies de prestations MCCE, les recettes du journal officiel, des centres de santé de la reproduction, des vaccinations internationales et de la publicité foncière. Au cours du premier trimestre 2021, cette rubrique a enregistré une réalisation de **1,70 milliard** de FCFA pour une prévision annuelle de **5,76 milliards**, soit un taux de réalisation de **29,49%**. Comparativement à la même période en 2020, le niveau de réalisation de la vente des produits et services est en hausse de 0,56 milliard représentant 49,47% en valeur absolue.

2.2 Recettes fiscales :

Les recettes fiscales sont les revenus provenant des impôts et des taxes prélevées par l'Etat sur le tissu économique.

Au cours du premier trimestre 2021, le montant total réalisé a atteint **278,43 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 251,10 milliards**, soit un taux de réalisation de **23,25%**. Ce montant représente **97,86%** du montant total des recettes internes recouvrées.

Le recouvrement de ces recettes a été assuré par :

- la Direction Générale des Douanes (DGD) pour **106,67 milliards**, dont **45,90 milliards** d'exonération, sur des prévisions annuelles de **497,71 milliards**, soit **21,43%**. Par rapport aux prévisions du premier trimestriel, ce taux est de **88,07%**.
- la Direction Générale des Impôts (DGI) pour **171,76 milliards**, dont **18,75 milliards** d'exonération, sur des prévisions annuelles de **753,39 milliards**, soit **22,80%**. Les réalisations de la DGI n'intègrent pas les prélèvements pour compte des tiers au cours de ce trimestre. Par rapport aux prévisions du premier trimestriel, le taux de réalisation est de **83,05%**.

Les réalisations des recettes fiscales peuvent s'expliquer ainsi :

➤ **Au niveau de la DGI**, le niveau de mobilisation des recettes fiscales s'explique principalement par :

- les bons résultats obtenus au niveau des droits d'enregistrement avec une plus-value de 11,19 milliards de FCFA en raison de l'enregistrement de plusieurs marchés de BTP;
- la TATTIE avec une plus-value de 2,65 milliards de francs CFA en raison des compensations opérées avec Niger Telecom ;
- la redevance superficielle pétrole ayant enregistré une bonne performance avec une plus-value de 3,30 milliards de FCFA
- la redevance pétrolière ad valorem avec une plus-value de 1,03 milliard de francs CFA.

Cependant, cette performance a été atténuée par certaines catégories d'impôts :

- la moins-value enregistrée par la TVA de 19,36 milliards de FCFA par rapport aux prévisions ;
- le mauvais résultat enregistré par la TIPP avec une moins-value de 1,35 milliard de francs CFA au niveau de la plupart des secteurs porteurs ;
- la moins-value enregistrée dans la catégorie « impôt sur les revenus », notamment celle de l'impôt sur le bénéfice de 14,10 milliards de FCFA par rapport aux prévisions correspondantes. Ceci est expliqué par les crédits d'impôts dont disposent les gros et moyens contributeurs, mais aussi la fermeture de frontière avec le Nigéria et le contexte sécuritaire;
- la TCFGE avec une moins-value de 2,48 milliards de FCFA par rapport aux prévisions en raison de la baisse de la contribution du secteur télécom et celle du secteur pétrolier;
- les moins-values au niveau des redevances minières 2,96 milliards de francs CFA.

➤ **Au niveau de la DGD**, le niveau de mobilisation des recettes s'explique par la bonne performance des principaux droits et taxes suivants :

- la RSE avec une plus-value de 0,37 milliard de FCFA en lien avec la reprise des opérations d'exportation de nos hydrocarbures sur laquelle l'essentiel de la RSE est perçue mais aussi avec une prépondérance des exonérations sur les sorties de l'uranium ;
- la TIPP a enregistré une plus-value de 0,25 milliard de francs CFA du fait qu'elle n'est pas impactée par la restriction des échanges avec certains pays.

En revanche, la bonne performance des recettes douanières a été atténuée par les moins-value enregistrées par :

- la TVA avec une moins-value de 9,78 milliards de FCFA en lien avec les exonérations réalisés sur la période;
- le droit de douane (DD) avec une moins-value de 3,35 milliards de FCFA pour des raisons similaires au précédent point ;
- la contreperformance enregistrée par la redevance statistique à l'importation de 0,44 milliard de francs CFA ;
- la restriction des échanges avec le Nigéria a eu un impact important sur les perceptions de la TSR, impact accentué par les nouvelles mesures de confinement observée ce dernier temps dans le monde à cause de la pandémie de COVID-19.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de réalisation des recettes fiscales a connu une hausse de **23,75 milliards** de francs CFA, soit **9,33%**.

2.3 - Recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvert au cours du premier trimestre 2021 s'élève à **2,62 milliards** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **20,77 milliards** de francs CFA, soit un taux de réalisation de **12,62%**. Ce montant est composé de **0,672 milliard** de francs CFA recouverts par la DGI et **1,95 milliard** de francs CFA recouverts par la DGTCP.

Comparativement à son niveau de l'année dernière à la même période, le recouvrement des recettes non fiscales est en hausse de **0,46 milliard** de francs CFA correspondant à **2,47%** en valeur relative.

2.4 - Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvertes par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **5,42%**, représentant **1,48 milliard** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **27,30 milliards** de francs CFA, dont **1,48 milliard** de francs CFA au titre de la DGTCP et **2,23 millions** de francs CFA pour la DGI. Cette contreperformance est essentiellement imputable à la rubrique « autres recettes diverses(TGN) ».

Comparativement à la même période en 2020, le niveau de réalisation des recettes exceptionnelles a connu une baisse de **0,05 milliard** de francs CFA, soit **3,08%**.

2.5 Produits financiers

Les produits financiers sont composés des intérêts sur les dépôts à terme. Au cours du premier trimestre 2021, les produits financiers ont connu une réalisation de **0,28 milliard** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **0,19 milliards** de francs CFA, soit un taux de réalisation de **152,00%**. Cette situation s'explique par l'encaissement de certains produits financiers et ses dividendes ainsi que les commissions de transferts BCEAO au cours du premier trimestre 2021.

Comparativement à la même période en 2020, le niveau de réalisation des produits financiers a connu une hausse de **0,23 milliard** de francs CFA, soit **472,64%**.

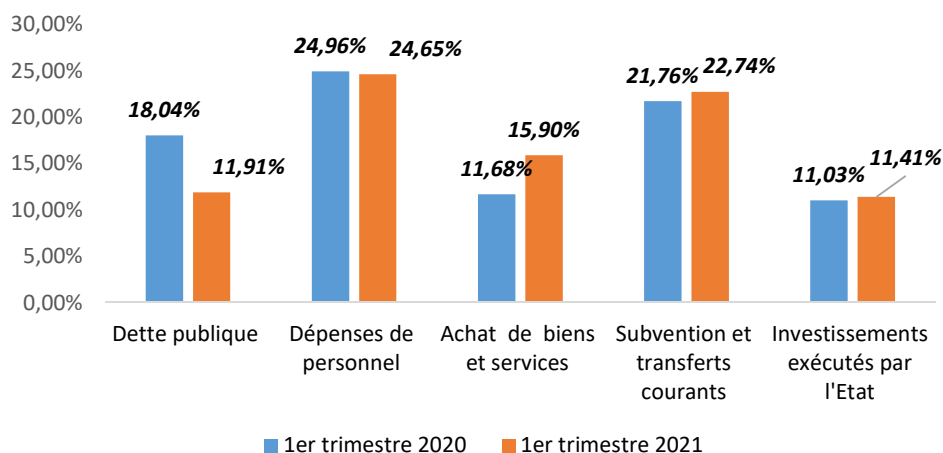
B- EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du premier trimestre 2021, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **389,19 milliards** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **2 644,53 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **14,72%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de consommation des crédits votés a connu une hausse de **43,33 milliards**, soit **12,53%**.

Le graphique ci-dessous montre le taux d'exécution des dépenses selon les catégories au cours du premier trimestre 2021.

Graphique 2 : taux d'exécution du budget de l'Etat au cours des premiers trimestres 2020 et 2021



Comparativement à la même période en 2020, les dépenses de la catégorie 3 ; 4 et 5 ont enregistré un niveau d'exécution supérieur en 2021.

Le tableau qui suit donne l'exécution des dépenses par catégorie budgétaire et en milliards de F CFA.

Tableau 5 : exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA)

Libellés Catégorie	EXECUTION PREMIER TRIMESTRE 2020					EXECUTION PREMIER TRIMESTRE 2021				
	Crédits			Taux de consommation		Crédits			Taux de consommation	
	votés	libérés	Consommés	//votés	//libérés	votés	libérés	Consommés	//votés	// libérés
<i>Dette publique</i>	329,97	72,71	59,51	18,04%	81,85%	371,02	84,03	44,17	11,91%	52,57%
<i>Dépenses de personnel</i>	295,76	73,81	73,81	24,96%	100,00%	317,94	79,48	78,38	24,65%	98,61%
<i>Achat de biens et services</i>	142,25	21,08	16,61	11,68%	78,83%	150,37	38,18	23,90	15,90%	62,62%
<i>Subvention et transferts courants</i>	285,54	73,73	62,12	21,76%	84,26%	324,95	79,09	73,90	22,74%	93,45%
<i>Investissements exécutés par l'Etat</i>	1212,64	142,00	133,81	11,03%	94,23%	1 480,26	178,78	168,83	11,41%	94,44%
<i>Projets financements ANR</i>	418,28	11,35	11,35	2,71%	100,00%	458,00	13,61	13,61	2,97%	100,00%
<i>Projets financements emprunts</i>	212,69	16,02	16,02	7,53%	99,97%	337,33	18,83	18,83	5,58%	100,00%
<i>Financement trésor</i>	581,67	114,63	106,44	18,30%	92,86%	684,93	146,34	136,40	19,91%	93,21%
Total général	2266,15	383,32	345,86	15,26%	90,23%	2 644,53	459,55	389,19	14,72%	84,69%

Source : DGB/DESB

Les développements qui suivent commentent l'exécution, par catégorie de dépenses du budget général de l'Etat au premier trimestre 2021. Le détail de l'exécution des dépenses par section, programme et catégorie se trouve en annexe.

1. Amortissement et charges de la dette publique

Les dépenses relatives à la dette sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. Les paiements effectifs de la charge financières de la dette publique s'élèvent **44,17 milliards** de francs CFA sur des prévisions annuelles de **329,97 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **11,81%**. Par rapport aux crédits libérés, le taux d'exécution de la dette publique est de **52,57%**. Il faut signaler que le paiement de la dette extérieure est fonction des échéances prévues et s'opère dans certains cas par débit d'office de la BCEAO.

Comparé à la même période en 2020, le niveau du remboursement du principal et des intérêts de la dette publique a connu une baisse de **15,34 milliards** de francs CFA.

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. Au cours du premier trimestre 2021, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **24,65%**, correspondant à **78,38 milliards** de francs CFA sur des prévisions annuelles de **317,94 milliards**. Par rapport aux crédits libérés ce taux est de **98,61%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses du personnel a connu une hausse de **4,57 milliards** de francs CFA, soit **6,19%**.

3. Dépenses d'achats de biens et services

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance, les déplacements ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...).

Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **23,90 milliards** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **150,37 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **15,90%**. Comparativement aux crédits libérés, le taux d'exécution est de **62,62%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses d'achat des biens et services a connu une hausse de **7,29 milliards** de francs CFA, soit **23,87%**.

4. Subventions et transferts courants

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation des personnels de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ...

Le montant total des dépenses exécutées s'élève à **73,90 milliards** de francs CFA sur un montant prévisionnel de **324,90 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **22,74%**. Par rapport aux crédits libérés ce taux est de **93,45%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des subventions et transferts courants a connu une hausse de **11,78 milliards** de francs CFA, soit **18,96%**.

5. Dépenses d'investissements de l'Etat

Les investissements de l'Etat sont constitués des dépenses l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets des projets et programmes. Au 31 Mars 2021, le montant total réalisé a atteint **168,83 milliards** de francs CFA sur des prévisions annuelles de **1 480,26 milliards** de francs CFA,

soit un taux d'exécution de **11,41%**, incluant les dépenses fiscales au titre de la DGD et de la DGI pour des montants respectifs de **45,90 milliards** et **18,75 milliards**. Comparativement aux crédits libérés, ce taux est de **94,44%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement a connu une baisse de **35,03 milliards** de francs CFA, soit **26,18%**. Les investissements de l'Etat sont financés soit sur ressources propres, soit sur ressources extérieures (ANR et Emprunts).

5.1 Investissements sur ressources propres de l'Etat

Les investissements sur financement propre de l'Etat ont connu un niveau d'exécution total de **136,40 milliards** de francs CFA sur des prévisions annuelles de **684,93 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **19,91%**. Ce montant incorpore les dépenses d'exonération d'un montant total de **64,65 milliards** de francs CFA au titre de la DGD et de la DGI.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres a connu une hausse de **29,96 milliards** de francs CFA, soit **28,15%**.

5.2 Investissements sur financements extérieurs

Les dépenses sur financements extérieurs, affichait des taux d'exécution de **2,97%** pour les ANR et **5,58%** pour les emprunts soit des montants respectifs de **13,61** et **18,83 milliards** de francs CFA. Ces taux d'exécution constatés représentent le niveau de collecte des données sur les décaissements effectués au titre des projets et programmes sur financement extérieur et qui seront certainement améliorés dans la situation consolidée.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du budget à fin mars 2021 fait ressortir un bon niveau de mobilisation des ressources budgétaires par rapport aux objectifs et une exécution relativement satisfaisante des dépenses. Les ressources budgétaires mobilisées s'établissent à **415,38 milliards** de francs CFA correspondant à un taux de réalisation de **15,71%** par rapport aux prévisions annuelles de **2 644,53 milliards** de francs CFA.

Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses, en lien avec le rythme de mobilisation des ressources a permis d'exécuter globalement les dépenses à hauteur de **389,19 milliards** de francs CFA pour des prévisions annuelles de **2 644,53 milliards** de francs CFA, soit un taux d'exécution de **14,72%**.

Les efforts de recouvrement des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du deuxième trimestre 2021, en vue de garantir une bonne exécution budgétaire afin de prendre en compte les orientations du Programme de Renaissance ainsi que les priorités et choix stratégiques définis par le Gouvernement, notamment dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et le Programme Economique et Financier (PEF 2017-2020).

LA DIRECTRICE GENERALE DU BUDGET

ANNEXE

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
01	ASSEMBLEE NATIONALE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	20 097 267 525	4 209 726 753	4 209 726 753
Total 01			20 097 267 525	4 209 726 753	4 209 726 753
02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	182 510 827	27 376 624	27 376 624
02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	CHARGES DE PERSONNEL	302 740 048	75 685 012	66 280 992
02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	4 453 268	534 392	534 392
02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	228 940 151	32 051 621	32 051 621
Total 02			718 644 294	135 647 649	126 243 629
03	CABINET DU PREMIER MINISTRE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	3 153 249 731	1 580 993 433	873 771 720
03	CABINET DU PREMIER MINISTRE	CHARGES DE PERSONNEL	1 444 552 023	361 138 006	316 265 857
03	CABINET DU PREMIER MINISTRE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	84 882 511 022	164 508 591	7 208 650 507
03	CABINET DU PREMIER MINISTRE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	5 799 318 770	1 043 161 130	911 959 734
Total 03			95 279 631 546	3 149 801 160	9 310 647 818
05	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	16 403 182 399	4 618 403 672	4 155 707 369
05	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	CHARGES DE PERSONNEL	5 057 860 490	1 264 465 123	1 107 352 699
05	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	145 788 821 327	6 761 994 938	5 582 682 676
05	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	3 567 220 864	617 789 611	513 869 681
Total 05			170 817 085 080	13 262 653 344	11 359 612 425
06	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	815 308 529	532 506 279	29 720 927
06	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	CHARGES DE PERSONNEL	4 763 363 398	1 190 840 850	1 042 876 395
06	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	1 852 499 119	20 000 000	0
06	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	48 811 088 872	11 166 471 588	10 657 211 100
Total 06			56 242 259 918	12 909 818 717	11 729 808 422
07	COUR CONSTITUTIONNELLE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	297 785 559	44 667 834	44 610 052
07	COUR CONSTITUTIONNELLE	CHARGES DE PERSONNEL	342 022 285	85 505 571	74 881 326
07	COUR CONSTITUTIONNELLE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	87 634 808	10 516 177	0
07	COUR CONSTITUTIONNELLE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	20 661 203	2 892 568	0
Total 07			748 103 855	143 582 150	119 491 378
08	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	151 816 277	22 772 442	21 609 406

<i>code section</i>	<i>intitulé section</i>	<i>intitulé catégorie</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Crédits libérés</i>	<i>Crédits consommés</i>
08	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	CHARGES DE PERSONNEL	733 564 654	183 391 164	160 604 430
08	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	9 624 031 293	0	0
08	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	159 804 612	27 628 646	0
Total 08			10 669 216 836	233 792 251	182 213 836
09	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	429 636 956	115 880 868	57 940 988
09	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	CHARGES DE PERSONNEL	737 627 222	184 406 806	161 493 876
09	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	1 107 402 094	358 000 000	356 189 989
09	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	551 089 085	126 015 599	124 665 999
Total 09			2 825 755 357	784 303 272	700 290 852
10	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	194 513 160	29 176 974	24 376 657
10	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	CHARGES DE PERSONNEL	132 248 837	33 062 209	28 954 161
10	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	47 238 526	5 668 623	5 667 256
10	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	7 098 150	993 741	0
Total 10			381 098 673	68 901 547	58 998 074
11	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	3 058 776 383	1 496 998 891	1 167 654 884
11	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	CHARGES DE PERSONNEL	3 585 431 340	896 357 835	784 983 508
11	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	14 728 391 805	2 524 068 268	2 469 510 014
11	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	9 960 299 162	4 271 749 886	1 466 682 148
Total 11			31 332 898 690	9 189 174 880	5 888 830 554
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	7 233 704 370	1 808 426 093	1 791 261 864
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR	CHARGES DE PERSONNEL	8 184 164 526	2 046 041 132	1 791 816 262
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	628 050 002	100 000 000	100 000 000

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	1 534 767 075	383 691 769	337 473 073
Total 12			17 580 685 973	4 338 158 993	4 020 551 199
13	MINISTERE DU PLAN	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	518 573 790	68 857 379	64 025 067
13	MINISTERE DU PLAN	CHARGES DE PERSONNEL	514 393 805	128 598 451	112 619 826
13	MINISTERE DU PLAN	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	40 311 303 096	0	1 402 869 414
13	MINISTERE DU PLAN	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	3 497 782 441	764 112 137	759 612 137
Total 13			44 842 053 132	961 567 967	2 339 126 444
15	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	23 547 861 750	3 532 179 263	0
15	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	CHARGES DE PERSONNEL	57 796 657 421	14 449 164 355	17 791 706 431
15	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	27 066 551 327	3 247 986 159	0
15	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	3 848 607 809	1 654 263 328	0
Total 15			112 259 678 307	22 883 593 105	17 791 706 431
16	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	325 438 094	148 815 714	124 174 865
16	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	CHARGES DE PERSONNEL	817 310 732	204 327 683	178 939 543
16	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	6 565 693	787 883	780 937
16	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	2 432 991	340 619	0
Total 16			1 151 747 510	354 271 899	303 895 345
17	MINISTERE DE LA JUSTICE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	2 130 907 036	437 460 555	347 402 519
17	MINISTERE DE LA JUSTICE	CHARGES DE PERSONNEL	6 968 121 847	1 742 030 462	1 525 579 551
17	MINISTERE DE LA JUSTICE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	3 114 943 188	336 563 183	246 642 900
17	MINISTERE DE LA JUSTICE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	806 355 792	155 129 811	144 738 100
Total 17			13 020 327 863	2 671 184 011	2 264 363 070
18	CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	90 576 523	13 586 478	13 123 239
18	CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	CHARGES DE PERSONNEL	164 126 685	41 031 671	35 933 401
18	CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	66 087 715	64 230 526	7 061 573
18	CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	11 002 213	1 540 310	1 316 389
Total 18			331 793 136	120 388 985	57 434 602
20	COUR DE CASSATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	171 555 012	25 733 252	25 673 529
20	COUR DE CASSATION	CHARGES DE PERSONNEL	134 187 871	33 546 968	29 378 687
20	COUR DE CASSATION	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	110 635 754	79 276 290	0

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
20	COUR DE CASSATION	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	3 000 000	420 000	0
Total 20			419 378 637	138 976 510	55 052 216
21	CONSEIL D'ETAT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	170 065 284	25 509 793	20 450 036
21	CONSEIL D'ETAT	CHARGES DE PERSONNEL	59 896 174	14 974 044	13 113 487
21	CONSEIL D'ETAT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	133 948 802	16 073 856	3 498 600
21	CONSEIL D'ETAT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	16 545 451	2 316 363	0
Total 21			380 455 711	58 874 055	37 062 123
22	COUR DES COMPTES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	336 389 888	81 972 472	32 128 393
22	COUR DES COMPTES	CHARGES DE PERSONNEL	287 634 998	71 908 750	62 973 938
22	COUR DES COMPTES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	135 144 898	33 786 225	0
22	COUR DES COMPTES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	54 694 310	13 673 578	13 673 578
Total 22			813 864 094	201 341 025	108 775 909
23	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	57 534 429	8 630 164	8 605 224
23	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	CHARGES DE PERSONNEL	620 631 626	155 157 907	135 879 214
23	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	1 322 555 373	0	0
23	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	1 797 654 380	382 591 613	382 591 613
Total 23			3 798 375 808	546 379 684	527 076 051
24	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	219 337 553	32 900 633	32 761 643
24	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	CHARGES DE PERSONNEL	268 627 899	67 156 975	58 812 581
24	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	97 093 835	11 651 260	11 642 721
24	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	18 992 362	2 658 931	2 520 000
Total 24			604 051 649	114 367 799	105 736 945
25	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	18 551 826 398	3 132 773 960	2 933 959 761
25	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES	CHARGES DE PERSONNEL	43 216 350 809	10 804 087 702	13 094 653 825
25	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	32 014 601 987	6 661 452 238	6 073 378 197
25	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	4 268 013 043	1 146 808 220	1 137 794 587

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
Total 25			98 050 792 237	21 745 122 120	23 239 786 370
27	MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	790 471 305	262 656 020	94 133 540
27	MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE	CHARGES DE PERSONNEL	570 868 768	142 717 192	124 984 284
27	MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	442 733 912	280 000 000	186 000 000
27	MINISTERE DE LA RENAISSANCE CULTURELLE, DES ARTS ET DE LA MODERNISATION SOCIALE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	804 655 916	161 262 459	136 410 735
Total 27			2 608 729 901	846 635 671	541 528 559
34	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	7 310 779 064	3 584 722 005	2 212 714 359
34	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	CHARGES DE PERSONNEL	27 470 598 165	6 867 649 541	6 014 329 791
34	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	11 847 814 754	150 000 000	99 998 923
34	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	24 850 354 940	8 362 911 406	4 976 231 832
Total 34			71 479 546 923	18 965 282 953	13 303 274 905
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	44 002 323	6 600 348	6 577 140
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	CHARGES DE PERSONNEL	486 596 007	121 649 002	106 533 860
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	168 124 400 985	0	1 363 834 510
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	496 442 338	103 857 418	103 782 879
Total 37			169 151 441 653	232 106 769	1 580 728 389
39	MINISTERE DE L'INDUSTRIE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	121 494 922	18 224 238	13 231 421
39	MINISTERE DE L'INDUSTRIE	CHARGES DE PERSONNEL	277 734 179	69 433 545	60 806 282
39	MINISTERE DE L'INDUSTRIE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	33 882 428	0	0
39	MINISTERE DE L'INDUSTRIE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	213 726 334	46 374 993	45 921 593
Total 39			646 837 863	134 032 777	119 959 296
40	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	410 204 076	41 020 408	34 532 726
40	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	CHARGES DE PERSONNEL	414 072 545	103 518 136	90 655 792
40	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	4 297 296 661	0	342 319 430

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
40	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	257 917 389	44 068 310	31 073 606
Total 40			5 379 490 671	188 606 854	498 581 554
41	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	197 279 820	19 727 982	13 463 718
41	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	CHARGES DE PERSONNEL	1 233 736 491	308 434 123	270 110 541
41	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	19 480 453	0	0
41	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	440 830 787	132 522 726	131 710 655
Total 41			1 891 327 551	460 684 830	415 284 914
44	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	81 299 483	8 129 948	8 114 824
44	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	32 348 978	0	0
Total 44			113 648 461	8 129 948	8 114 824
46	CABINET DU MINISTRE PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	35 000 000	5 250 000	5 240 215
46	CABINET DU MINISTRE PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	27 957 336	3 354 880	3 307 049
Total 46			62 957 336	8 604 880	8 547 264
47	MINISTERE DES FINANCES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	12 238 817 074	1 740 251 751	1 081 348 440
47	MINISTERE DES FINANCES	CHARGES DE PERSONNEL	26 267 564 283	6 566 891 071	5 750 941 187
47	MINISTERE DES FINANCES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	15 803 196 558	300 588 264	1 702 183 930
47	MINISTERE DES FINANCES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	3 353 559 307	708 984 997	652 598 669
Total 47			57 663 137 222	9 316 716 083	9 187 072 226
48	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	51 648 187	10 329 637	8 997 108
48	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	CHARGES DE PERSONNEL	136 300 176	34 075 044	29 841 149
48	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	25 116 342	4 269 778	4 260 200
48	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	2 099 254	623 634	0
Total 48			215 163 959	49 298 094	43 098 457
49	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	38 921 049	5 838 157	5 607 835
49	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	CHARGES DE PERSONNEL	58 065 931	14 516 483	12 712 780
49	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	25 089 415	3 010 730	2 574 270

<i>code section</i>	<i>intitulé section</i>	<i>intitulé catégorie</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Crédits libérés</i>	<i>Crédits consommés</i>
49	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	948 147	132 741	0
Total 49			123 024 542	23 498 110	20 894 885
51	MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	76 330 299	7 633 030	0
51	MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	CHARGES DE PERSONNEL	180 275 687	45 068 922	39 469 014
51	MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	105 696 537	0	0
51	MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	371 318 649	53 778 907	30 519 577
Total 51			733 621 172	106 480 858	69 988 591
52	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	422 078 251	63 311 738	62 792 899
52	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	CHARGES DE PERSONNEL	1 020 982 434	255 245 609	223 530 810
52	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	11 961 180 548	0	0
52	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	521 266 723	86 513 341	50 688 000
Total 52			13 925 507 956	405 070 687	337 011 709
53	MINISTERE DES TRANSPORTS	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	134 747 242	20 212 086	15 075 659
53	MINISTERE DES TRANSPORTS	CHARGES DE PERSONNEL	787 604 836	196 901 209	172 435 824
53	MINISTERE DES TRANSPORTS	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	260 361 109	0	0
53	MINISTERE DES TRANSPORTS	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	412 860 097	88 561 221	88 561 221
Total 53			1 595 573 284	305 674 517	276 072 704
54	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	1 032 169 632	154 825 445	114 293 334
54	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	CHARGES DE PERSONNEL	8 212 644 559	2 053 161 140	1 798 051 595
54	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	103 034 440 761	500 000 000	13 307 744 756
54	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	2 377 327 927	916 718 916	899 351 371
Total 54			114 656 582 879	3 624 705 501	16 119 441 056
56	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	201 924 762	30 288 714	30 286 385
56	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	CHARGES DE PERSONNEL	1 151 066 330	287 766 583	252 010 986
56	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	38 898 696 787	5 000 000	4 498 923

<i>code section</i>	<i>intitulé section</i>	<i>intitulé catégorie</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Crédits libérés</i>	<i>Crédits consommés</i>
56	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	323 692 476	119 119 935	119 119 935
Total 56			40 575 380 355	442 175 232	405 916 229
57	MINISTERE DU PETROLE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	171 871 645	25 780 747	25 417 928
57	MINISTERE DU PETROLE	CHARGES DE PERSONNEL	419 594 057	104 898 514	91 864 656
57	MINISTERE DU PETROLE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	199 957 870	0	0
57	MINISTERE DU PETROLE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	5 698 071	797 730	0
Total 57			797 121 643	131 476 991	117 282 584
58	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	84 071 933	12 610 790	9 549 985
58	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	CHARGES DE PERSONNEL	1 290 135 804	322 533 951	282 458 436
58	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	218 820 970 986	22 583 000 000	24 667 822 391
58	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	208 380 582	37 813 281	37 810 000
Total 58			220 403 559 305	22 955 958 022	24 997 640 812
59	MINISTERE DES MINES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	47 603 754	7 140 563	7 124 262
59	MINISTERE DES MINES	CHARGES DE PERSONNEL	592 130 025	148 032 506	129 639 159
59	MINISTERE DES MINES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	51 659 329	0	0
59	MINISTERE DES MINES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	314 492 231	67 364 912	67 364 866
Total 59			1 005 885 339	222 537 982	204 128 287
60	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	309 397 230	46 409 585	44 964 792
60	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	CHARGES DE PERSONNEL	4 219 396 290	1 054 849 073	923 781 880
60	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	3 836 477 150	0	0
60	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	283 946 336	39 752 487	22 547 724
Total 60			8 649 217 006	1 141 011 144	991 294 396
61	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	11 449 784 668	7 461 210 672	4 699 595 654
61	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION	CHARGES DE PERSONNEL	73 094 059 101	18 273 514 775	16 002 992 529

<i>code section</i>	<i>intitulé section</i>	<i>intitulé catégorie</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Crédits libérés</i>	<i>Crédits consommés</i>
	DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE				
61	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	10 383 528 271	0	0
61	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	62 108 914 102	18 476 893 024	10 729 976 377
Total 61			157 036 286 142	44 211 618 472	31 432 564 560
62	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	270 370 541	40 555 581	33 506 607
62	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	CHARGES DE PERSONNEL	2 411 622 314	602 905 579	527 993 305
62	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	58 021 289 675	19 529 605 145	17 649 650 304
62	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	4 561 382	1 003 504	0
Total 62			60 707 843 912	20 174 069 809	18 211 150 216
64	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	3 770 363 133	754 072 627	482 538 648
64	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	CHARGES DE PERSONNEL	29 588 605 712	7 397 151 428	6 478 039 966
64	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	37 294 925 248	5 536 313 251	7 204 582 000
64	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	37 522 704 386	11 312 896 612	8 843 523 610
Total 64			108 176 598 479	25 000 433 917	23 008 684 224
65	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	289 485 668	57 897 134	57 662 146
65	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT	CHARGES DE PERSONNEL	383 383 958	95 845 990	83 936 926
65	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	139 911 122	23 784 891	0
Total 65			812 780 748	177 528 014	141 599 072
68	MINISTERE DES DOMAINES,DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	177 222 781	26 583 417	19 738 070
68	MINISTERE DES DOMAINES,DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	CHARGES DE PERSONNEL	256 204 440	64 051 110	56 092 626
68	MINISTERE DES DOMAINES,DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	32 589 773 887	12 165 915 316	12 164 935 370
68	MINISTERE DES DOMAINES,DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	100 331 888	22 073 015	22 073 015
Total 68			33 123 532 996	12 278 622 859	12 262 839 081
69	MINISTERE DE LA POPULATION	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	126 802 319	25 360 464	23 589 356

code section	intitulé section	intitulé catégorie	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits consommés
69	MINISTERE DE LA POPULATION	CHARGES DE PERSONNEL	1 282 198 843	320 549 711	280 720 742
69	MINISTERE DE LA POPULATION	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	74 885 202	12 730 484	12 724 501
69	MINISTERE DE LA POPULATION	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	69 999 860	20 795 154	15 361 500
Total 69			1 553 886 224	379 435 813	332 396 099
99	CHARGES COMMUNES	ACHATS DE BIEN ET SERVICES	32 446 819 298	5 953 313 670	2 997 948 512
99	CHARGES COMMUNES	CHARGES FINANCIERE DE LA DETTE	371 017 878 735	84 026 626 779	44 171 455 511
99	CHARGES COMMUNES	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	400 771 818 244	200 000 000	66 647 798 590
99	CHARGES COMMUNES	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	84 843 601 624	12 276 796 494	26 203 054 201
Total 99			889 080 117 901	102 456 736 943	140 020 256 814
Total général			2 644 533 967 254	362 468 761 606	389 191 782 153